

La question suivante est toujours demeurée sans réponse de la part du ministre des Finances, quand nous lui demandons: Comment se fait-il que nous sommes capables de nous financer en temps de guerre et que nous ne le sommes plus en temps de paix?

Comment se fait-il qu'on ne puisse pas aider les agriculteurs davantage en temps de paix? Et on pourra les aider en temps de guerre, moyennant que nous ayons des cadeaux à faire, que ce soit à l'Angleterre ou à d'autres pays d'Europe! Nous leur donnons les produits de l'agriculture.

Il y a actuellement des gens qui sont dans la misère, dans le monde entier, que nous pourrions soulager. Nos cultivateurs ne sont-ils pas capables d'avoir l'assurance de vendre leur production?

**M. Choquette:** Me permettez-vous de dire une chose? En temps de guerre, c'est une situation d'urgence.

• (4.40 p.m.)

**M. Caouette:** Quand le cultivateur crève de faim, est-ce que ce n'est pas une situation d'urgence au Canada?

**M. Choquette:** Ah! oui, c'est une situation d'urgence. C'est pour cette raison qu'ils ont 30 millions de plus cette année.

Voici la question que je veux poser au député: En temps de guerre, c'est une situation de crise, une situation d'urgence. Tout le monde est prêt à fournir des efforts qu'il ne serait pas prêt à déployer en temps de paix. Ce n'est pas seulement les gouvernements qu'il faut blâmer, car les individus eux-mêmes sont prêts à travailler plus fort en temps de guerre, parce que c'est un état de crise, tandis qu'en temps de paix...

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, j'aime l'intervention du député de Lotbinière. C'est objectif et il a raison. En temps de guerre, nous unissons nos efforts pour régler une situation d'urgence. Mais si nous faisons la même chose en temps de paix, bref, si le député de Lotbinière, par exemple, s'unissait au Ralliement créditiste pour régler le problème des cultivateurs de la province de Québec, je vous assure que le député de Lotbinière serait admiré dans sa circonscription.

Monsieur l'Orateur, je comprends qu'une situation d'urgence existe quand les gouvernements reconnaissent l'existence de la pauvreté au Canada, alors que le Canada est un des pays les plus riches du monde. Monsieur l'Orateur, c'est là une situation d'urgence et je crois que la vie de nos citoyens est une question aussi urgente que celle de la guerre, qui les amène à une tuerie mondiale. J'ai plus confiance dans la vie des gens que dans leur mort.

La productivité augmente en temps de guerre. Monsieur l'Orateur, toutes les provin-

[M. Caouette.]

ces annoncent actuellement des dépenses supérieures à celles de l'an dernier—le ministre des Finances sera aux prises avec ce problème—à l'exception de la province de Québec, bien entendu, qui préfère se serrer la ceinture pour le moment.

Mais même si le Québec diminue ses dépenses, il est clair que le gouvernement doit faire face à un déficit qu'il ne pourra pas combler par la rentrée des impôts. L'Hydro-Québec marchande actuellement sur le marché de New York pour un nouvel emprunt de 50 millions.

Est-ce que ce ne sont pas là des indices que, déjà, les fonds disponibles sur le marché domestique commencent à se faire rares, comme d'habitude? Et même à l'échelle nationale, c'est la même chose.

Si l'industrie allait se retrouver dans la même situation que celle de l'an dernier, tout laisse prévoir que l'expansion ne se produira pas au rythme nécessaire. Dès lors, de plus fortes dépenses publiques et une expansion réduite de la production des biens ne peuvent que produire l'inflation, et ce au moment où tous les efforts doivent être faits pour la contenir. Si nous voulons maintenir notre position dans le secteur du commerce international et permettre à chaque personne humaine de vivre aisément dans la sécurité et la liberté au Canada, nous devons de toute urgence améliorer notre système financier.

Toutes les municipalités canadiennes accusent un déficit accru et annuel, des intérêts accrus et annuels. Toutes les commissions scolaires sont dans un marasme financier épouvantable, connaissant des déficits accrus et annuels, payant des intérêts accrus et annuels.

Qui paie la note de tous ces déficits? Le citoyen canadien. C'est le citoyen canadien qui paie la note de l'inflation créée par le gouvernement. C'est le gouvernement qui crée l'inflation, mais c'est le citoyen canadien qui en paie la note.

Les Canadiens ont beau faire des centaines de grèves pour améliorer leur sort—et il est légitime que des travailleurs tentent d'améliorer leur sort—mais l'améliorent-ils vraiment? Non! Il n'y a pas une grève au Canada qui ait solutionné ou réglé le problème ouvrier. Les chefs ouvriers soulèvent les ouvriers, oui; seulement, on n'a jamais solutionné le problème ouvrier. Au fait, rien n'est changé, sinon que le coût de la vie va encore en augmentant. Il ne nous reste donc pas plus d'argent dans nos poches après une grève; au fait, il nous en reste moins qu'avant la grève. Qu'on s'en rende compte et qu'on me prouve le contraire!

Monsieur l'Orateur, je demande ceci au ministre des Finances: Le système bancaire actuel n'est-il pas un système créateur de det-